

# Syndicat CGT/SBFM/RENAULT.

Caudan le 2 février 2009.

## Rien n'est gagné !

Le 20 janvier 2009, le tribunal de commerce de LYON a accordé à l'actionnaire F. GARRO un délai complémentaire pour l'élaboration et la présentation du plan de relance des entreprises SBFM et FABRIS. La date du 10 mars 2009 à 12h00 est désormais la nouvelle échéance.

L'actionnaire a justifié sa demande en avançant les arguments suivants :

1. Les constructeurs Renault et Peugeot ont convenu de la nécessité de maintenir les activités du Groupe ZEN en assurant le financement des besoins d'exploitation pour les échéances des 20 janvier et 10 février 2009. L'échéance du mois de mars restant à négocier avec Renault et Peugeot mais aussi avec les autres clients de la SBFM.
2. Les négociations avec les constructeurs progressent favorablement et le dossier du groupe ZEN sera soumis à l'avis du Fonds Stratégique d'Investissement pour un éventuel soutien financier.
- 3.

## Attention, danger !

Soutiens financiers des constructeurs et possible éligibilité au fonds d'investissement ne veut pas dire que la SBFM et ses salariés (ées) sont sauvés bien au contraire !

En effet, même si aujourd'hui les constructeurs ont encore besoin de nous (pour le moment et pour certaines de leurs pièces) et qu'ils nous soutiennent financièrement, il ne faut pas se leurrer, ils n'ont rien changé à leur stratégie d'achats de produits « low cost ».

De plus, le Fonds Stratégique d'Investissement, doté de 300 millions d'Euros (100 millions de Renault, 100 millions de Peugeot et 100 millions de la caisse des dépôts) est destiné à restructurer les entreprises dites « stratégiques » afin de leur permettre de « redevenir compétitives et financièrement rentables »

On mesure bien les risques qui pèsent sur la SBFM : concentration de l'activité sur les produits importants pour Renault et Peugeot. Recherche de nouveaux fournisseurs (resourcing) avec au final, l'adaptation des effectifs au volume dit « rentable » : 550 salariés (ées) pour 220 tonnes/jour ; 280 salariés (ées) pour 110 tonnes/jour. Cette perspective distillée par le coupeur de têtes Luc BRAMI et son « nouveau » DRH/SBFM François DE VIRY est :

## Totalement inacceptable !

Depuis le début de notre lutte nous revendiquons la garantie de l'emploi pour les 550 salariés (ées) CDI ainsi que celui de tous les sous traitants. Cette exigence n'est pas négociable !

## Que chacun prenne ses responsabilités !

Les élus et les responsables politiques locaux et nationaux qui nous soutiennent, ont désormais le devoir d'intervenir à tous les niveaux pour que les fonds publics, s'ils doivent être donnés au groupe ZEN, ne servent pas à licencier et à enrichir encore des actionnaires sans scrupule mais soient bien utilisés pour :

Garantir l'emploi dans le pays de LORIENT.

Assurer l'avenir de la fonderie SBFM au travers d'investissements pour le développement de son activité sur le site avec Renault et Peugeot comme actionnaires.

Les salariés (ées) de la SBFM et leur syndicat CGT, prendront quand à eux toutes leurs responsabilités pour la satisfaction de leurs revendications.

**Fondeurs oui !  
Chômeurs non !**